

Fabienne Winckel (PS): Monsieur le président, madame la secrétaire d'État, chers collègues, la motion déposée par mon collègue, M. Delizée, fait directement suite aux réponses improbables de Mme la secrétaire d'État en commission de l'Économie la semaine dernière.

Depuis que l'accord de gouvernement nous a été connu, nous n'avons eu de cesse d'interroger le gouvernement sur sa volonté de réformer la politique scientifique fédérale. En cela, nous nous faisons l'écho de milliers de scientifiques signataires de la pétition *Save BELSPO*.

Depuis le premier jour, nous essayons de comprendre ce qui motive le gouvernement à supprimer une administration pourtant reconnue, à appesantir une politique spatiale performante et à isoler les établissements scientifiques les uns des autres.

Après plusieurs mois et de nombreuses heures en commission, voilà ce que l'on comprend des intentions du gouvernement MR/N-VA: il refuse catégoriquement de tenir compte des certifications externes et indépendantes dues au taux de retour des investissements du spatial belge ou même de l'avis des industriels et scientifiques concernés.

Ce qu'il fait, par contre, c'est détruire une administration qui serait, à ses yeux, étiquetée trop PS. Pour rappel, il s'agit d'une administration qui, depuis sa création en 2002, de 2002 à 2011, a été sous la tutelle du MR et du Vld. Le gouvernement compte aussi piétiner l'indépendance des établissements scientifiques en choisissant à leur place les projets qui méritent d'être financés. À titre personnel et en tant qu'ancienne chercheuse, je trouve cela déplorable et scandaleux!

Ce qui constitue un retour en arrière n'est fondé sur aucune étude, aucun avis d'expert, aucune démonstration chiffrée, aucun problème structurel démontré, aucun audit et, surtout, aucune concertation! On est dans une politique malheureusement fondée sur les préjugés et la rumeur.

En commission, Mme Sleurs n'a pas été très bavarde sur le pourquoi de son programme, mais que pensez-vous de son absence d'explication sur le comment? En la matière, le gouvernement sait ce qu'il veut détruire, mais ignore encore ce qu'il veut construire.

Comme M. Cheron le disait, c'est un problème vraiment important. Je trouve qu'il est dommage qu'on ne prenne pas la mesure de l'ampleur de la problématique. On nage en pleine incertitude dans un domaine où, justement, les projets s'étalent sur plusieurs années et où on n'offre aucune perspective à moyen ou long terme.

Mais il n'est pas trop tard, chers collègues. Cette motion de recommandation invite le gouvernement à revoir sa copie et à la réécrire avec les personnes concernées. Ne méprisez plus une pétition signée par certains des plus grands cerveaux de notre pays, rencontrez les scientifiques, les industriels, les experts et surtout écoutez-les!

Tout cela aurait pu être fait, madame Sleurs, si vous n'aviez pas consacré, ces derniers mois, l'argent du contribuable à une chasse à l'homme injustifiée et inutile.